



REFUSER L'INACCEPTABLE



www.comitedevigilance18.free.fr

HALTE AUX EXPULSIONS ! REGULARISATION !

Cela fait 60 ans que la France a ratifié la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme
Cela fait 58 ans que la France a ratifié la Convention de Genève relative au statut de réfugié
Cela fera bientôt 50 ans qu'elle a signé la Convention Européenne des Droits de l'Homme
Cela fait près de 20 ans qu'elle a entériné la Convention Internationale des Droits de l'Enfant

**Par ses signatures, la France proclame et s'engage à garantir pour tous,
sans distinction d'origine, de nationalité, de religion, et notamment pour les enfants,
le droit à la santé, à vivre en famille et en sécurité.**

Pourtant, les expulsions, les refus de régularisation (même quand ils ne sont pas suivis d'expulsion) de familles, de jeunes mineurs ou majeurs, d'amoureux, de conjoints de français ou d'immigrés en situation régulière, de travailleurs, de demandeurs d'asile déboutés... constituent autant de violations à ces conventions, et de violences faites aux femmes, aux hommes et aux enfants dont paradoxalement la France garantit les droits.

En 2006, Alvaro Gil Roblès, **Commissaire aux Droits de l'Homme du Conseil de l'Europe**, dénonçait, entre autres, les stratégies développées par la France pour empêcher les étrangers de déposer une demande d'asile par le biais de procédures administratives et juridiques de plus en plus complexes.

**Aucune politique ne devrait pouvoir conduire à ces dénis d'humanité et de droit
que constituent la plupart des situations de sans papiers.**

Dans le Cher, voici à titre d'exemples parmi d'autres la situation de plusieurs familles toutes privées depuis plusieurs années du droit de travailler pour vivre :

- **La famille mongole de Zolboot, enfant sourd.** La très forte mobilisation a pu empêcher son expulsion ; pourtant, la préfecture refuse toujours de la régulariser sous prétexte que Zolboot pourrait être soigné en Mongolie alors que des courriers de Mongolie affirment le contraire, notamment une lettre du ministre de la santé mongol.
- **Revaz et sa mère, géorgiens de la minorité yézide, en France depuis près de 8 ans.** Le père et la soeur de Revaz sont, eux, en situation régulière. Revaz a obtenu un CAP et plusieurs promesses d'embauche. Jusqu'à présent pas d'expulsion tentée mais pas de régularisation en vue, sauf si sa mère acceptait de repartir : comment peut-on leur proposer un tel chantage ?.
- **Roufaï, débouté du droit d'asile, opposant politique dans son pays, torturé, recherché.** Il a adressé à la préfecture une demande de réouverture de son dossier au vu d'éléments nouveaux reçus du Togo : un avis de recherche. Celle ci a répondu en envoyant la police. Depuis, il se cache.
- **La famille Sarinian, originaire d'une enclave arménienne en territoire azéri.** Ni l'Arménie, ni l'Azerbaïdjan, pays toujours en conflit, ne reconnaissent la famille comme leurs ressortissants. Ainsi elle n'est pas expulsable mais ne pourrait quitter la France même si elle le désirait. Cette famille a accepté, à la demande de la préfecture, de quitter le foyer de demandeurs d'asile (CADA) pour le foyer Saint François (115 : accueil des sans abri) afin de redéposer une demande d'asile. Depuis, la préfecture est revenue sur sa proposition et bloque leur demande au prétexte que le 115 ne saurait être une adresse de domiciliation. Or, selon la loi, une simple adresse postale suffit!

Et n'oublions pas ce qui se passe depuis cet hiver à l'initiative de la préfecture : des familles avec enfants sont privées de repas et harcelées dans le but de leur faire quitter le CADA et d'accepter d'aller vivre au 115.

**Chaque fois que l'étranger, le précaire ou le pauvre sont pourchassés,
nous savons que c'est la société entière qui est menacée.
Ne restons ni passifs, ni indifférents face à cette escalade de violence et de répression.**

RASSEMBLEMENT

samedi 20 juin à 15 h place Cujas à Bourges

Avec le soutien de Emaüs, Ligue des Droits de l'Homme, Médina-solidarité, Mouvement de la paix, Pastorale des migrants, Secours catholique, FCPE, CFDT, CGT, FSU, Solidaires, PCF, PS, Verts,